

2014

MINISTERE AUPRES DU PREMIER MINISTRE,  
CHARGE DU BUDGET

-----

MINISTERE AUPRES DU PREMIER MINISTRE,  
CHARGE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL



# RAPPORT DE PRESENTATION



# **SOMMAIRE**

<b><i>INTRODUCTION</i></b>	<b>3</b>
<b><i>MODIFICATIONS DU BUDGET</i></b>	<b>4</b>
1- Les ressources	4
2- Les dépenses	6
<b><i>CONCLUSION</i></b>	<b>9</b>

## INTRODUCTION

La Loi de finances 2014 qui s'équilibrait en ressources et en charges à 4 248,3 milliards a été adoptée dans un contexte de consolidation de la paix et d'amélioration de la situation sécuritaire grâce aux actions entreprises par le Gouvernement. Elle a été bâtie sur une hypothèse de croissance économique de 9,1% tirée par le dynamisme de l'ensemble des secteurs.

L'évolution favorable de la conjoncture et de l'activité économique grâce aux réformes structurelles et à une politique volontariste de relance des investissements tant publics que privés, devrait induire une croissance plus forte de l'ordre de 10%.

Sur la base de ces perspectives économiques, les prévisions de recettes ont été aménagées pour prendre en compte d'une part, l'impact de l'augmentation de la production de cacao et de la part gaz de l'Etat, et d'autre part, la réduction de la production du pétrole et de la fluctuation à la baisse des cours du caoutchouc. Il en résulte toutefois une hausse des recettes fiscales par rapport aux prévisions initiales.

S'agissant des recettes non fiscales, les prévisions connaissent une amélioration grâce notamment à la perception de redevances portuaires issues de la convention de cession du terminal à conteneurs.

Au niveau des prévisions d'émission des titres sur les marchés monétaire et financier, les objectifs sont revus à la hausse pour tenir compte des potentialités du marché sous régional et des possibilités du recours au marché international à travers l'émission d'Eurobond.

En ce qui concerne les concours extérieurs, les tirages sur emprunts et dons projets sont revus à la hausse en raison de la prise en compte des conventions signées en cours de gestion. En revanche, les appuis budgétaires de la Banque Africaine de Développement (BAD) ont été revus à la baisse, suite à l'affectation, à des projets spécifiques, d'une partie de cet appui.

Au titre des dépenses, certaines charges additionnelles ont été prises en compte. Il s'agit notamment du renforcement de la dotation destinée à la constitution du fonds d'établissement de la Couverture Maladie Universelle (CMU), pour tenir compte de l'état d'avancement du dossier.

Dans le cadre de la poursuite de son appui à la nouvelle compagnie Air Côte d'Ivoire, qui est un vecteur d'intégration sous régionale, l'Etat augmente sa part dans le capital, en attendant la concrétisation des intentions des autres souscripteurs.

Par ailleurs, les dépenses de personnel ont subi une baisse consécutive à la mise en stage préalable des ex-combattants, avant leur intégration à la Fonction Publique.

Les ajustements prennent en compte également les évolutions du service de la dette publique, suite à l'intégration des échéances de bons du Trésor émis après la transmission du budget au Parlement. En outre, la révision de la dette s'explique par la prise en compte du paiement des intérêts de la dette Congo et les gains sur la variation du taux de change du dollar.

L'ensemble des modifications se traduit par une hausse globale nette du budget de **159,2 milliards** portant le niveau à **4 407,5 milliards** contre 4 248,3 milliards initialement prévus.

Le présent rapport a pour objet de présenter les modifications du collectif budgétaire 2014.

## MODIFICATIONS DU BUDGET

### 1- Les ressources

Les ressources prévues initialement à 4 248,3 milliards, enregistrent une augmentation nette de 159,2 milliards pour se situer à 4 407,5 milliards.

#### ➔ Au titre des recettes fiscales

Prévues initialement à 2 520,2 milliards, les recettes fiscales sont en hausse nette de 18,9 milliards pour s'établir à 2 539 milliards. Cette révision à la hausse des objectifs est liée essentiellement aux postes de recettes suivants:

- les **revenus pétrole et de gaz** initialement fixés à 175,7 milliards, sont révisés à 191,6 milliards, soit une hausse de 15,9 milliards ;

En effet, les revenus de pétrole enregistrent une hausse nette de 4,2 milliards liée à l'effet conjugué du recouvrement de 47,5 milliards correspondant au reliquat du redressement fiscal opéré en 2013 sur les opérateurs du secteur et de la perte de 43,3 milliards due à la baisse de la production de pétrole de 4,1 millions de barils par rapport à la prévision initiale.

Quant aux revenus de gaz, ils augmentent de 11,7 milliards en raison de la hausse de la production de gaz de 194,5 millions de mètre cube par rapport à la prévision initiale.

- le **BIC hors pétrole et gaz** enregistre une hausse de 1 milliard pour s'établir à 238,3 milliards en liaison avec un meilleur suivi des contribuables suite à la mise en place des Centres des Moyennes Entreprises ;
- la **Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)** est révisée à 243,1 milliards contre 236,1 milliards, soit une hausse de 7 milliards en rapport avec la bonne évolution de l'activité économique, la poursuite des efforts de recouvrements des arriérés, le renforcement du contrôle par la création

d'une sous-direction du contrôle à la Direction Générale des Entreprises et des brigades dans les Centres des Moyennes Entreprises ;

- les **impôts sur les revenus et salaires** sont portés à 337,4 milliards contre 332,4 milliards, soit un accroissement de 5 milliards en relation avec l'impact fiscal plus important que prévu de la revalorisation salariale dans le secteur public et la poursuite des efforts de recouvrement de cet impôt ;
- les **taxes sur les télécommunications et les communications téléphoniques** sont respectivement revues à la hausse de 1,9 milliard et de 2 milliards pour tenir compte de la croissance plus importante que prévue dans le secteur des télécommunications attestée par les déclarations des mois de janvier et de février 2014 ;
- les **droits d'enregistrement et de timbres** sont portés à 68,5 milliards contre 66 milliards initialement, soit une hausse de 2,5 milliards imputable à la reprise des activités économiques et à la hausse de la production de cacao de 92 milles tonnes ;
- les **taxes à l'exportation** sont relevées de 31,9 milliards pour s'établir à 309,3 milliards suite à la hausse de la production de cacao ;
- les **taxes sur les produits pétroliers** passent à 166,7 milliards contre 149,8 milliards, soit une augmentation de 16,9 milliards en rapport avec la bonne exécution sur les deux premiers mois. En effet, l'on note une hausse des volumes mis à la consommation et de la taxation. La taxation retenue est celle de février 2014 supérieure à celle anticipée initialement.

Les hausses observées ont permis globalement de contenir la baisse des objectifs sur certains postes de recettes, à savoir :

- la **taxe sur le caoutchouc** en baisse de 13,1 milliards en raison de la chute des cours mondiaux du caoutchouc;

- les **taxes sur les boissons et tabacs** connaissent une réduction de 12,4 milliards pour s'établir à 28 milliards contre 40,4 milliards prévus initialement ;

La taxe sur les boissons et celle sur les tabacs enregistrent respectivement des baisses de 3,8 milliards et 8,6 milliards en raison de l'effet limité du relèvement des taux de taxation. En effet, les recettes additionnelles sur les boissons attendues initialement à 5,8 milliards, ont été révisées à 2 milliards au regard des premières déclarations fiscales qui n'augurent pas de bonnes perspectives.

Quant à la taxe sur les tabacs, elle a été révisée à 2,4 milliards contre 11 milliards prévus initialement, en rapport avec la politique commerciale du contribuable matérialisée par la scission de ses activités dont une partie échappe ainsi à la taxation en régime intérieur.

- les **taxes sur les marchandises générales** passent de 759,6 milliards à 719,8 milliards, soit une baisse de 39,8 milliards en rapport avec la prudence observée au niveau de cette taxe au regard de la contreperformance enregistrée en 2013 d'environ 100 milliards et des tendances observées au niveau des recouvrements en début d'année.

#### ➤ **Au titre des recettes non fiscales**

Les prévisions de recettes non fiscales connaissent une hausse nette de 30,4 milliards pour s'établir à 137,3 milliards contre 106,9 milliards dans le budget initial. Cette progression est imputable aux postes de recettes suivants :

- les **revenus du domaine** passent de 20,9 milliards à 37 milliards, enregistrant une augmentation de 16,1 milliards suite à l'effet combiné du recouvrement de 18,6 milliards de redevance portuaire non prévue initialement au titre de la convention de cession du terminal à conteneurs et de la baisse de la taxe ad valorem de 2,5 milliards;
- les **bonus de signature** augmentent de 5 milliards en rapport avec la signature de nouveaux contrats d'exploitation pétrolière ;

- les **produits de privatisation et vente d'actifs** sont relevés de 6,7 milliards pour se fixer à 41,7 milliards en liaison avec la prise de participations dans la Société des Mines d'or d'Ity (SMI), non prévue initialement ;

- l'intégration de **ressources additionnelles du C2D** d'un montant de 8,9 milliards non utilisés au cours de la gestion 2013 ;

- les prévisions de recouvrement des **dividendes** sont réduites de 6,2 milliards pour se situer à 17 milliards, pour prendre en compte le niveau réel de dividendes à verser au regard des résultats des entreprises en 2013.

#### ➤ **Au titre des emprunts sur le marché monétaire et financier**

Les prévisions **d'émission de titres publics sur le marché monétaire et financier** ont été portées à 905,2 milliards contre 810 milliards prévus dans le budget initial, en rapport avec les potentialités du marché sous-régional et la prévision de recours au marché international par l'émission d' Eurobond d'un montant de 250 milliards.

#### ➤ **Au titre des ressources extérieures**

Les **prévisions de tirages** enregistrent une hausse nette de 14,7 milliards pour s'établir à 817,5 milliards contre 802,8 milliards. Ce résultat s'explique par l'augmentation du financement extérieur des projets de 19,2 milliards en liaison avec la prise en compte des conventions de financement signées en cours de gestion. Ces conventions portent notamment sur le financement par Eximbank-Inde du Programme de riz en Côte d'Ivoire à hauteur de 12,8 milliards en 2014, l'appui de la Banque Mondiale à la productivité agricole pour 2,4 milliards, le renforcement du système de santé ivoirien et du Programme Elargi de Vaccination par GAVI-ALLIANCE à hauteur de 2,2 milliards. Cette évolution prend également en compte la diminution des appuis budgétaires de la BAD et de l'Union Européenne respectivement de 3,9 milliards et de 0,7 milliard, suite à la révision de tirages faite par les bailleurs.

## 2- Les dépenses

Les dépenses enregistrent une augmentation nette de 159,2 milliards, passant de 4 248,3 milliards initialement à 4 407,5 milliards.

### ➤ **Au titre du service de la dette publique**

Le service de la dette publique prévu à 1 047,8 milliards est révisé à la hausse à 1 129 milliards, soit une augmentation nette de 81,1 milliards.

Les **échéances de la dette intérieure** prévues initialement à 722 milliards, sont revues en hausse nette de 92,3 milliards résultant de :

- l'augmentation des échéances des emprunts et bons du Trésor pour 86,7 milliards en liaison principalement avec la prise en compte du remboursement du bon du Trésor n°8 2013-2014 émis après l'adoption du budget et l'actualisation de la base de projection tenant compte des émissions effectives de l'année 2013;
- l'accroissement de 6,6 milliards des frais et commissions sur les émissions de titres publics dû au changement du calendrier et des instruments d'émission ;
- l'apurement partiel à travers des opérations de titrisation d'un montant de 6,4 milliards d'arriérés de la dette intérieure, en anticipation du plan d'apurement en cours de validation;
- la réduction des échéances au profit de la BCEAO pour 5,1 milliards en liaison avec le rééchelonnement du remboursement des encaisses ayant fait l'objet de restructuration. Seul le remboursement des allocations DTS est prévu pour 2014.

Le **service de la dette extérieure** connaît une baisse nette de 11,2 milliards, passant de 325,9 milliards à 314,7 milliards. Cette diminution est en rapport avec la réduction des échéances du Club de Paris (-8,1 milliards) liée à l'impact des accords de restructuration des échéances des créanciers

espagnols (CSCE et ICO) et la révision des échéances de la BID (-1,7 milliards).

La révision à la baisse du service de la dette extérieure est également liée à la variation du taux de change, la restructuration et le reprofilage des arriérés de souscription au capital de la BDC qui a permis un gain de 6,2 milliards. En effet, les échéances initiales programmées au titre des arriérés de souscription au capital de la BDC se chiffraient à 9,3 milliards, représentant la première tranche de la capitalisation d'un montant de 3,1 milliards et une partie de la seconde tranche. Ces échéances ont été révisées à 3,1 milliards, pour prendre en compte que la première tranche.

La révision de la dette extérieure prend également en compte le remboursement de 2 milliards d'intérêt sur le prêt de 50 milliards obtenu en fin d'année 2013 auprès de la République Démocratique du Congo. En outre, les intérêts à payer à EXIMBANK Chine ont été relevés de 2,4 milliards.

### ➤ **Au titre des dépenses ordinaires**

Les dépenses ordinaires initialement prévues à 1 933,2 milliards, sont révisées à 1 964,1 milliards, soit une hausse nette de 30,9 milliards.

**Les dépenses de personnel** d'un niveau initial de 1 186,2 milliards, sont revues à 1 175,7 milliards, soit une baisse de 10,4 milliards. Cette baisse s'explique par les gains réalisés sur le recrutement des ex-combattants. En effet, prévus initialement pour être pris en compte dans les salaires à partir du mois de janvier 2014, les ex-combattants effectueront un stage préalable avant leur prise en solde en octobre 2014.

**Les autres dépenses ordinaires** d'un niveau initial de 698 milliards, sont relevées à 739,3 milliards, en hausse de 41,3 milliards.

Cette modification résulte de l'augmentation de 11,6 milliards de la subvention au secteur électricité en rapport avec l'évolution des revenus de gaz. En outre, le soutien à l'utilisation de HVO est augmenté de 9,2 milliards

pour prendre en compte la consommation additionnelle de HVO en 2013, non couverte par le budget.

L'appui à la gratuité des soins ciblés d'un montant de 20 milliards, initialement pris en compte en investissement, a été reclassé en fonctionnement pour tenir compte de la réorientation de l'utilisation de ces crédits. En effet, cet appui ayant servi depuis lors à la réhabilitation et au rééquipement des structures sanitaires, est désormais réaffecté au fonctionnement des services médicaux, notamment pour la fourniture en médicaments et kits.

Par contre, la subvention au Fonds d'Entretien Routier (FER), d'une dotation de 10 milliards dans le budget initial est reclassée en investissement pour être en phase avec sa mission orientée vers la réhabilitation et l'entretien des routes.

### ➤ Au titre des dépenses d'investissement

Les dotations d'investissement enregistrent une hausse nette de **47,2 milliards**, portant le niveau global à 1 306 milliards contre 1 258,8 milliards. Cette modification qui porte exclusivement sur le financement intérieure, résulte de :

- l'augmentation du financement des projets dans le cadre du C2D de 8,9 milliards en raison de l'intégration de ressources non utilisées au cours de la gestion 2013. Les projets financés par ces ressources additionnelles concernent :
  - l'Accélération de la Relance des Filières Agricoles en CI: 4,8 milliards ;
  - la Conservation des Ressources Naturelles: 2,8 milliards ;
  - l'acquisition de kits scolaires : 1,3 milliard.

- l'inscription d'une dotation de 20 milliards pour l'accroissement de la part Etat dans le capital d'Air Côte d'Ivoire ;
- le relèvement de la dotation destinée à la restructuration des banques de 5 milliards en vue de permettre de boucler l'opération ;
- la prise en compte des charges liées à la mise en place du fonds d'établissement et au fonctionnement de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie qui a nécessité une dotation additionnelle de 4,1 milliards au titre de la Couverture Maladie Universelle (CMU) ;
- le reclassement des 10 milliards inscrits en subvention au titre du Fonds d'Entretien Routier (FER) en investissement et le renforcement de sa dotation par la réaffectation de 18 milliards représentant le volet entretien routier du Programme Présidentiel d'Urgence (PPU) ;
- le reclassement de la gratuité des soins ciblés, initialement en investissement, en dépenses de fonctionnement.

Les modifications portant sur le financement extérieur d'un niveau de 19,1 milliards, résultent :

- des tirages sur **emprunts projets** qui enregistrent une hausse de 13,4 milliards en raison de l'intégration de ressources extérieures au cours de la gestion 2014, affectés aux projets ci-dessous :
  - le Programme de Production de Riz en Côte d'Ivoire (Eximbank-Inde: 12,8 milliards);
  - la construction de l'Institut de Cardiologie de Bouaké (Banque Islamique de Développement : 0,7 milliard);
- des tirages sur **dons projets** qui enregistrent une hausse de 5,8 milliards affectés principalement aux projets ci-après :

- le Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (Banque Mondiale : 2,4 milliards);
- l'appui à l'insertion de jeunes (Banque Africaine de Développement : 1,8 milliard);
- le suivi de l'insertion des personnes formées pour une meilleure efficacité externe des formations (Banque Africaine de Développement : 0,3 milliard);
- l'étude de faisabilité pour la mise en place d'un bureau de valorisation de la recherche (Banque Africaine de Développement : 0,2 milliard);
- l'Appui à la Gestion Durable des Ressources Halieutiques (Union Européenne : 0,3 milliard).

- les prévisions de tirages **des emprunts projets** enregistrent une hausse de **13,4 milliards** pour s'établir à **319,9 milliards** contre 306,5 milliards prévus initialement ;
- les prévisions de tirages **des dons projets** enregistrent une hausse de **5,8 milliards** pour s'établir à **236,2 milliards** contre 230,3 milliards prévus initialement.

➤ **Les modifications intervenues sur les dépenses** sont les suivantes:

- **le service de la dette** enregistre une hausse nette de **81,1 milliards** pour se situer à **1 129 milliards** contre 1 047,8 milliards prévus initialement ;

Le service de **la dette intérieure** est révisé à **814,3 milliards** contre 722 milliards et celui de **la dette extérieure** est ramené à **314,7 milliards** contre 325,9 milliards prévus initialement.

- **les dépenses ordinaires** sont en hausse de **30,9 milliards** pour se fixer à **1 964,1 milliards** contre 1 933,2 milliards initialement en liaison avec les subventions et transferts qui passent de 325,9 milliards à **336,8 milliards** et les autres dépenses de fonctionnement qui passent de 372,1 milliards à **402,5 milliards** ;
- **les dépenses d'investissement** sont portées **1 306 milliards** contre 1 258,8 milliards prévus initialement, soit une augmentation de **47,2 milliards**, répartie entre le financement trésor pour 28 milliards et les dons projets pour 19,2 milliards.

## RECAPITULATIF DES MODIFICATIONS

➤ **Les modifications opérées sur les ressources** se résument comme suit:

- les **recettes fiscales** sont en hausse de **18,9 milliards** pour se situer à **2 539 milliards** contre 2 520,2 milliards prévus dans le budget initial ;
- les **recettes non fiscales** sont portées à **137,3 milliards** contre 106,9 milliards initialement prévus, soit une augmentation de **30,4 milliards** ;
- les objectifs **d'emprunts sur le marché monétaire et financier** sont portés à **905,2 milliards** contre 810 milliards initialement prévus ;
- les **appuis budgétaires** connaissent une baisse de **4,5 milliards** pour se situer à **261,4 milliards** contre 266 milliards prévus dans le budget initial ;



## **CONCLUSION**

L'équilibre global en ressources et en dépenses du budget 2014 a été révisé à la hausse, passant de 4 248,3 milliards arrêtés initialement à 4 407,5 milliards, soit une augmentation globale nette de 159,2 milliards.

Compte tenu de ce qui précède, l'autorisation de l'Assemblée Nationale est sollicitée pour l'adoption du projet de Loi de Finances Rectificative du Budget de l'année 2014, dont l'équilibre a été arrêté à 4 407,5 milliards.

# ANNEXES

Annexe 1 : Cadrage budgétaire du collectif 2014

Annexe 2 : Evolution des recettes fiscales

Annexe 3 : Evolution des recettes non fiscales

Annexe 4 : Service de la dette publique 2014

Annexe 5 : Répartition des dépenses C2D par secteur

Annexe 6 : Evolution du financement extérieur des projets 2014

Annexe 7 : Dotations par ministères et institutions

**ANNEXE 1: CADRAGE DU COLLECTIF BUDGETAIRE 2014**

RESSOURCES	Budget 2014			DEPENSES	Budget 2014		
	Initial (1)	Modifications (2)	Collectif (3)=(1)+(2)		Initial (1)	Modifications (2)	Collectif (3)=(1)+(2)
<b>RECETTES FISCALES</b>	<b>2 520,2</b>	<b>18,9</b>	<b>2 539,0</b>	<b>SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE</b>	<b>1 047,8</b>	<b>81,1</b>	<b>1 129,0</b>
- DGI	1 327,4	9,8	1 337,2	- Intérieure	722,0	92,3	814,3
dont revenus de pétrole	93,9	4,2	98,1	dont Remboursement de titres publics	606,8	86,7	693,5
revenus de gaz	81,8	11,7	93,5	<i>dont Bons du Trésor</i>	278,1	69,7	347,8
TVA (hors part secteur électricité)	236,1	7,0	243,1	<i>Emprunts obligataires TPCI</i>	157,3	8,8	166,1
Taxe sur caoutchouc	21,7	-13,1	8,6	- Extérieure (hors arriérés Eurobond 2032)	325,9	-11,2	314,7
- TRESOR	6,0		6,0	dont Club de Paris	194,7	-8,1	186,6
dont impôts sur revenus et salaires	5,0		5,0	<i>dont AFD (C2D)</i>	147,6		147,6
- DGD (hors PCS, PCC et SGS)	1 186,8	9,1	1 195,9	Club de Londres	72,0	-2,6	69,4
dont DUS	277,4	31,9	309,3	Souscription au capital de la BAD et la BIDC	15,4	-6,0	9,3
<b>AUTRES RESSOURCES INTERIEURES</b>	<b>106,9</b>	<b>30,4</b>	<b>137,3</b>	<b>DEPENSES ORDINAIRES</b>	<b>1 933,2</b>	<b>30,9</b>	<b>1 964,1</b>
- Privatisation et ventes d'actifs	35,0	6,7	41,7	- Personnel (y/c charges patronales)	1 186,2	-10,4	1 175,7
- Transfert des entreprises/dette rattachée	0,7		0,7	- Abonnement	49,1		49,1
- Autres recettes non fiscales	71,2	23,7	95,0	- Autres dépenses ordinaires	698,0	41,3	739,3
Recettes non fiscales Trésor	38,2	-6,2	32,0	Subventions et transferts	325,9	10,9	336,8
Revenus du domaine DGI	20,9	16,1	37,0	Subvention aux écoles privées	54,0		54,0
Bonus de signature secteur pétrolier	5,0	5,0	10,0	Subventions aux EPN	72,9		72,9
Licences de télécommunication	7,1		7,1	Fonctionnement CEI locales	2,2		2,2
Intégration de ressources additionnelles (C2D)		8,9	8,9	Subvention coton	7,0		7,0
<b>DIVERS AUTRES FINANCEMENTS</b>	<b>810,0</b>	<b>95,2</b>	<b>905,2</b>	Subvention au secteur électricité	32,3	11,6	43,9
- Emprunts sur marchés monétaire et financier	810,0	95,2	905,2	Soutien à l'utilisation de HVO	31,0	9,2	40,2
				Fonds de réserves café cacao	2,0		2,0
				Transfert au Fonds d'Entretien Routier	10,0	-10,0	0,0
				Collectivités décentralisées	16,1		16,1
				Communes	8,7		8,7
				Régions	7,4		7,4
				Districts	4,0		4,0
				hors districts autonomes	2,4		2,4
				Bourse kits scolaire et transports	45,3		45,3
				Autres subventions	49,2		49,2
				Autres dépenses de fonctionnement	372,1	30,4	402,5
				Carburant Armée	7,0		7,0
				Subvention d'équilibre CGRAE/ Subv fonctionnement	0,0		0,0
				Dépenses sociales ciblées	7,0		7,0
				Gratuité des soins ciblés		20,0	20,0
				Dépenses post crise	10,0		10,0
				<i>dont Conseil National de Sécurité</i>	10,0		10,0
				Autres charges de fonctionnement	348,1	10,4	358,5
				<b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>1 258,8</b>	<b>47,2</b>	<b>1 306,0</b>
				- Trésor	722,0	28,0	749,9
				Projets C2D	147,6	8,9	156,5
				Collectivités décentralisées	29,3		29,3
				Districts	4,3		4,3
				hors districts autonomes	3,6		3,6
				Dépenses post crise	28,5		28,5
				<i>dont Rémunération SAGEM</i>	6,0		6,0
				<i>Autorité de Désarmement Démobilisation et Réintégration (ADDR)</i>	22,2		22,2
				Grands travaux d'investissement			
				Construction du troisième pont	1,0		1,0
				Construction Echangeur VGE	1,0		1,0
				Construction du barrage de Soubré	22,2		22,2
				Programme Présidentiel d'Urgence	125,0	-18,0	107,0
				Fonds de développement du vivrier	0,0		0,0
				Fonds d'Etudes	10,0		10,0
				Réformes et relances agro-industrielles	0,0		0,0
				Soutien à la Compagnie Air Côte d'Ivoire	0,0	20,0	20,0
				Appui à la Gratuité des soins ciblés	20,0	-20,0	0,0
				Programme d'urgence Riz	5,0		5,0
				Restructuration des banques	20,0	5,0	25,0
				Couverture maladie Universelle	1,0	4,1	5,1
				Programme d'entretien routier / FER		28,0	28,0
				Autres investissements	306,9		306,9
				- Financement extérieur des projets	536,8	19,2	556,0
				Emprunts-projets	306,5	13,4	319,9
				Dons-projets	230,3	5,8	236,2
<b>RECETTES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>	<b>8,4</b>		<b>8,4</b>	<b>DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>	<b>8,4</b>		<b>8,4</b>
Fonds d'Investissements en Milieu Rural (FIMR)	8,4		8,4	Programme d'Investissements en Milieu Rural / FIMR	8,4		8,4
<b>TOTAL RESSOURCES BUDGETAIRES</b>	<b>4 248,3</b>	<b>159,2</b>	<b>4 407,5</b>	<b>TOTAL DEPENSES BUDGETAIRES</b>	<b>4 248,3</b>	<b>159,2</b>	<b>4 407,5</b>
<b>GAP (-) ou EXCEDENT (+)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>				

Masse salariale en % du PIB

7,5%

6,9%

Masse salariale en % des recettes fiscales

44,6%

43,5%

Investissement en % du PIB

8,0%

7,7%

## ANNEXE 2 : EVOLUTION DES RECETTES FISCALES

	Budget 2013			Budget 2014		
	Initial	Collectif	Estimation	Initial	Modifications	Collectif
<b>RECETTES FISCALES BUDGETAIRES</b>	<b>2 280,1</b>	<b>2 240,5</b>	<b>2 261,0</b>	<b>2 520,2</b>	<b>18,9</b>	<b>2 539,0</b>
<i>dont recettes hors DUS</i>	<i>2 020,1</i>	<i>1 980,5</i>	<i>1 961,8</i>	<i>2 242,8</i>	<i>-13,1</i>	<i>2 229,7</i>
<b>DGI</b>	<b>1 169,3</b>	<b>1 129,7</b>	<b>1 202,5</b>	<b>1 327,4</b>	<b>9,8</b>	<b>1 337,2</b>
<b>Impôts directs</b>	<b>678,3</b>	<b>679,0</b>	<b>746,9</b>	<b>799,7</b>	<b>17,1</b>	<b>816,8</b>
Impôts sur bénéfices	345,7	331,9	368,6	381,3	12,1	393,4
- BIC hors pétrole	189,0	189,0	211,0	237,3	1,0	238,3
- BIC pétrole et gaz	140,2	126,4	141,8	123,0	11,1	134,1
<i>dont gaz imputé</i>	<i>55,6</i>	<i>43,0</i>	<i>69,8</i>	<i>57,3</i>	<i>8,2</i>	<i>65,4</i>
- Impôt synthétique	4,5	4,5	3,6	6,0		6,0
- Prélèvement AIRSI	12,0	12,0	12,3	15,0		15,0
Impôts sur revenus et salaires ( <i>hors FDFP</i> )	262,9	274,9	301,9	327,4	5,0	332,4
- Impôts sur traitement et salaire	223,4	234,9	257,2	279,3	4,1	283,4
- Contribution employeur ( <i>hors FDFP</i> )	39,5	40,0	44,7	48,1	0,9	49,0
Contribution pour la sortie de crise ( <i>ex CRN</i> )	0,0	0,0	0,6	0,0		0,0
Impôts fonciers	16,7	16,7	12,3	14,0		14,0
Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	53,0	55,5	63,5	77,0		77,0
<b>Impôts indirects</b>	<b>491,0</b>	<b>450,6</b>	<b>455,6</b>	<b>527,7</b>	<b>-7,4</b>	<b>520,4</b>
TVA ( <i>hors part secteur électricité</i> )	228,5	228,5	216,2	236,1	7,0	243,1
TOB ( <i>ex TPS</i> )	35,5	35,5	34,8	40,0		40,0
Taxes sur boissons et tabacs	23,0	23,0	20,8	40,4	-12,4	28,0
Droits d'enregistrement et de timbre	60,4	56,0	70,6	65,0	2,5	67,5
<i>dont enregistrement café cacao</i>	<i>24,9</i>	<i>20,5</i>	<i>27,4</i>	<i>23,8</i>	<i>1,1</i>	<i>24,9</i>
Patentes et Licences	9,6	9,6	11,1	10,5		10,5
Taxe sur les télécommunications	20,5	20,5	21,1	38,8	1,9	40,7
Taxe spécifique sur les télécommunications téléphoniques				20,0	2,0	22,0
Taxe sur caoutchouc	19,3	19,3	17,8	21,7	-13,1	8,6
Taxe sur le profit additionnel minier	30,0	0,0	0,0	0,0		0,0
Accises et autres taxes indirectes ( <i>hors revenus du domaine et taxes</i> )	4,1	4,1	2,4	2,6	-0,1	2,5
Taxe d'exploitation de pétrole et gaz	60,1	54,2	60,7	52,7	4,8	57,5
<i>dont gaz imputé</i>	<i>23,8</i>	<i>18,4</i>	<i>29,9</i>	<i>24,5</i>	<i>3,5</i>	<i>28,0</i>
<b>TRESOR</b>	<b>4,2</b>	<b>4,2</b>	<b>7,1</b>	<b>6,0</b>		<b>6,0</b>
<b>Impôts directs</b>	<b>3,0</b>	<b>3,0</b>	<b>5,9</b>	<b>5,0</b>		<b>5,0</b>
Impôts sur revenus et salaires	3,0	3,0	5,7	5,0		5,0
Impôts fonciers ( <i>y/c RS 15% Loyer</i> )	0,0	0,0	0,2	0,0		0,0
<b>Impôts indirects</b>	<b>1,2</b>	<b>1,2</b>	<b>1,2</b>	<b>1,0</b>		<b>1,0</b>
Timbres et vignettes	1,2	1,2	1,2	1,0		1,0
Autres indirects	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0
<b>DGD</b>	<b>1 106,6</b>	<b>1 106,6</b>	<b>1 051,4</b>	<b>1 186,8</b>	<b>9,1</b>	<b>1 195,9</b>
<b>Droits et taxes à l'importation</b>	<b>846,6</b>	<b>846,6</b>	<b>752,2</b>	<b>909,4</b>	<b>-22,8</b>	<b>886,5</b>
Taxes sur produits pétroliers	136,0	136,0	145,9	149,8	16,9	166,7
Taxes hors produits pétroliers ( <i>hors SGS, PCS et PCC</i> )	710,6	710,6	606,3	759,6	-39,8	719,8
<b>Taxes à l'exportation</b>	<b>260,0</b>	<b>260,0</b>	<b>299,2</b>	<b>277,4</b>	<b>31,9</b>	<b>309,3</b>
FDFP	11,0	11,5	12,8	13,2		13,2
Revenus du domaine	15,3	41,5	33,9	20,9	16,1	37,0
Taxes affectées	39,5	34,2	34,5	36,6	0,1	36,7
TVA secteur électricité	16,5	16,5	12,2	18,5		18,5
PCS, PCC et SGS	47,2	47,2	54,3	50,6	7,6	58,2
<b>TOTAL RECETTES TOFE</b>	<b>2 409,6</b>	<b>2 391,4</b>	<b>2 408,7</b>	<b>2 660,0</b>	<b>42,7</b>	<b>2 702,6</b>

## ANNEXE 3 : EVOLUTION DES RECETTES NON FISCALES

<i>En milliards de FCFA</i>	2013			2014		
	Ordonnance	Collectif	Estimation	Initial	Modifications	Collectif
<b>Recettes non fiscales du Trésor</b>	<b>27,5</b>	<b>30,1</b>	<b>62,8</b>	<b>38,2</b>	<b>-6,2</b>	<b>32,0</b>
Dividendes PETROCI	12,6	12,6	13,2	21,2	-8,2	13,0
Autres Dividendes (SIB, SGBCI, autres)	1,9	4,5	8,8	2,0	2,0	4,0
Recettes des services	13,0	13,0	40,8	15,0		15,0
<b>Revenus du domaine</b>	<b>15,0</b>	<b>41,5</b>	<b>33,9</b>	<b>20,9</b>	<b>16,1</b>	<b>37,0</b>
<b>Bonus de signature</b>	<b>0,0</b>	<b>9,0</b>	<b>19,2</b>	<b>5,0</b>	<b>5,0</b>	<b>10,0</b>
<b>Redevance téléphonie cellulaire</b>	<b>6,2</b>	<b>6,2</b>	<b>9,9</b>	<b>7,1</b>		<b>7,1</b>
<b>Produits de la privatisation et vente d'actifs</b>	<b>13,0</b>	<b>13,0</b>	<b>0,8</b>	<b>35,0</b>	<b>6,7</b>	<b>41,7</b>
<b>Versements des entreprises</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>	<b>1,2</b>	<b>0,7</b>		<b>0,7</b>
<b>Ressources exceptionnelles (ressources C2D non utilisées en 2013)</b>					<b>8,9</b>	<b>8,9</b>
<b>Total Recettes non fiscales du cadrage</b>	<b>62,4</b>	<b>100,5</b>	<b>127,9</b>	<b>106,9</b>	<b>30,4</b>	<b>137,3</b>

**ANNEXE 4 : SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE 2014**

<i>en milliards</i>	Budget initial (1)			Budget révisé (2)			Ecart (3)= (2)-(1)
	capital	intérêts	TOTAL	capital	intérêts	TOTAL	
<b>DETTE INTERIEURE</b>	<b>604,3</b>	<b>117,7</b>	<b>722,0</b>	<b>691,0</b>	<b>123,3</b>	<b>814,3</b>	<b>92,3</b>
<b>Secteur bancaire</b>	<b>50,5</b>	<b>7,5</b>	<b>58,0</b>	<b>49,3</b>	<b>8,9</b>	<b>58,2</b>	<b>0,1</b>
BCEAO	29,0	5,6	34,6	24,8	4,7	29,5	-5,1
<i>dont allocation spéciale de DTS</i>	24,8	4,7	29,5	24,8	4,7	29,5	0,0
<i>intérêts FMI</i>	0,0	0,8	0,8			0,0	-0,8
Banques commerciales	21,5	1,9	23,5	24,5	4,2	28,7	5,2
<b>Secteur non Bancaire</b>	<b>553,7</b>	<b>110,2</b>	<b>663,9</b>	<b>641,7</b>	<b>114,4</b>	<b>756,1</b>	<b>92,2</b>
Emprunts et bons du Trésor	503,8	103,0	606,8	586,2	107,3	693,5	86,7
<i>Bons du Trésor</i>	255,2	22,9	278,1	335,1	12,7	347,8	69,7
<i>Emprunts TPCI</i>	128,4	28,8	157,3	128,4	37,6	166,1	8,8
<i>Obligations du Trésor</i>	120,0	48,2	168,2	122,5	47,3	169,8	1,6
<i>Emprunts RCI</i>	0,2	0,6	0,8	0,2	0,6	0,8	0,0
<i>Emprunts FNI</i>	0,0	0,4	0,4	0,0	0,4	0,4	0,0
<i>Commission et frais sur titres publics</i>		2,0	2,0		8,6	8,6	6,6
Dettes titrisées	24,8	4,5	29,3	29,8	4,2	34,0	4,7
<i>dont créances CNPS</i>	24,8	0,0	24,8	24,2	0,0	24,2	-0,6
<i>Fournisseurs, dettes titrisées</i>							0,0
Remboursement PFO Limited	25,1	2,8	27,8	25,1	2,8	27,8	0,0
Plan d'apurement des arriérés intérieurs (autres entreprises)				0,7	0,1	0,8	0,8
<b>DETTE EXTERIEURE</b>	<b>237,0</b>	<b>88,9</b>	<b>325,9</b>	<b>223,6</b>	<b>91,1</b>	<b>314,7</b>	<b>-11,2</b>
<b>Multilatéraux</b>	<b>28,2</b>	<b>2,9</b>	<b>31,1</b>	<b>26,1</b>	<b>4,2</b>	<b>30,3</b>	<b>-0,7</b>
FMI	3,4	0,0	3,4	3,4	0,0	3,4	0,0
Banque Mondiale/ IDA	1,3	0,4	1,7	1,3	0,6	1,9	0,2
BAD/FAD	2,2	0,2	2,4	1,3	1,0	2,3	-0,1
BOAD	1,5	0,6	2,1	2,0	0,9	3,0	0,9
BEI	7,4	0,8	8,1	7,2	0,9	8,1	0,0
UEMOA	2,0	0,0	2,0	2,0	0,0	2,0	0,0
Autres Multilatéraux	10,5	0,8	11,3	8,8	0,8	9,6	-1,7
<b>Bilatéraux</b>	<b>190,0</b>	<b>11,5</b>	<b>201,5</b>	<b>183,2</b>	<b>14,8</b>	<b>198,0</b>	<b>-3,5</b>
Club de Paris	184,2	10,5	194,7	177,4	9,2	186,6	-8,1
<i>AFD (C2D)</i>	147,6		147,6	147,6		147,6	0,0
Autres bilatéraux	5,8	1,0	6,8	5,7	5,6	11,4	4,6
<b>Club de Londres</b>	<b>0,0</b>	<b>72,0</b>	<b>72,0</b>	<b>0,0</b>	<b>69,4</b>	<b>69,4</b>	<b>-2,6</b>
Citibank Londres	0,0	72,0	72,0	0,0	69,4	69,4	-2,6
Arriérés Eurobond 2032			0,0	0,0		0,0	0,0
<b>HUAWEI TECHNOLOGIE (HTC)</b>	<b>3,4</b>	<b>0,0</b>	<b>3,4</b>	<b>4,1</b>	<b>0,2</b>	<b>4,2</b>	<b>0,9</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>15,4</b>	<b>2,5</b>	<b>17,9</b>	<b>10,2</b>	<b>2,5</b>	<b>12,7</b>	<b>-5,2</b>
Souscription au capital de la BAD	6,1		6,1	6,2		6,2	0,1
Souscription au capital de la BIDC	9,3		9,3	3,1		3,1	-6,2
Souscription au capital de la BIRD				0,9		0,9	0,9
Frais, commission et honoraire	0,0	2,5	2,5	0,0	2,5	2,5	0,0
<b>TOTAL GENERAL DETTE PUBLIQUE</b>	<b>841,2</b>	<b>206,6</b>	<b>1 047,8</b>	<b>914,6</b>	<b>214,4</b>	<b>1 129,0</b>	<b>81,1</b>

**ANNEXE 5 : REPARTITION DES DEPENSES C2D PAR SECTEUR**

Secteurs/Projets	Budget 2014	
	Budget initial	Collectif
<b>01 Agriculture et développement rural</b>	<b>20 550 000 000</b>	<b>16 050 000 000</b>
Appuis institutionnels/C2D	1 200 000 000	0
Réhabilitation et équipement des pistes agricoles/C2D	3 500 000 000	0
Projet d'Appui au Secteur Agricole en CI(PSAC)/C2D	0	6 750 000 000
Prog Accélération Relance Filières Agricoles en CI(PARFACI)/C2D	0	9 300 000 000
Mise en oeuvre de la réglementation foncière/C2D	2 250 000 000	0
Relance filière coton & culture attelée/C2D	2 600 000 000	0
Appui à la filière riz/C2D	11 000 000 000	0
<b>03 Education</b>	<b>17 090 000 000</b>	<b>20 385 000 000</b>
Prog Dév. Educ., Format° et Insert° Jeunes(Composante Educ. Base)/C2D	0	7 405 000 000
Appui réforme & gestion ressources humaines/C2D	970 000 000	0
Construct° nvelles classes primaires & pré-scolaires/C2D	1 280 000 000	0
Régularisation Aide Budgétaire 2013 - Kits scolaires/C2D	0	1 300 000 000
Réforme de la Formation des Enseignants/C2D	870 000 000	0
Constrct° classes pour nveaux collèges de proximité/C2D	1 910 000 000	0
Mise en Oeuvre Assistance technique/C2D	60 000 000	0
Equippedes centres de formation/C2D	4 700 000 000	0
Appui à la réforme du système LMD/C2D	2 400 000 000	0
Prog Dév Educ., Format° et Insert° Jeunes(Composante Ens. Supérieur) / C2D	0	11 680 000 000
Réhabilitation et équipement INP-HB/C2D	4 900 000 000	0
<b>04 Santé</b>	<b>14 750 000 000</b>	<b>6 600 000 000</b>
Projet de Renforcement du Système de Santé(PRSS-ECHO)/C2D	0	6 600 000 000
Assistance Technique/C2D	220 000 000	0
Renforcement des Capacités Institutionnelles/C2D	3 930 000 000	0
Santé de la Reproduction et Planing Familial/C2D	1 000 000 000	0
Formation et renforcement des capacités des paramédicaux/C2D	2 300 000 000	0
Amélioration Qualité et Accessibilité Services Santé Maternelle et Infantile/C2D	7 300 000 000	0
<b>05 Eau et Assinissement</b>	<b>16 380 000 000</b>	<b>30 000 000 000</b>
Développement Urbain - Eau/C2D	0	30 000 000 000
Exploitation de deux champs captants de Bonoua/C2D	12 500 000 000	0
Exploitation du champ captant de Songon/C2D	3 000 000 000	0
Appui institutionnel gestion durable des ressources naturelles/C2D	120 000 000	0
Appui aux Parcs et réserves/C2D	760 000 000	0
<b>07 Routes et ouvrages d'art</b>	<b>45 930 000 000</b>	<b>5 000 000 000</b>
Consolidation et Renforcement du Réseau/C2D	23 280 000 000	0
Reconstruction et Développement du Réseau/C2D	22 650 000 000	0
Mobilité Urbaine/C2D	0	5 000 000 000
<b>10 Reconstructions et réhabilitations</b>	<b>5 820 000 000</b>	<b>0</b>
Habitat Social/C2D	3 160 000 000	0
Réhabilitation des quartiers précaires/C2D	2 660 000 000	0
<b>11 Autres secteurs</b>	<b>27 085 000 000</b>	<b>78 420 000 000</b>
Emploi des Jeunes/C2D	3 600 000 000	7 200 000 000
Développement de l'Education de la Formation et de l'Insertion (DEFI)/Formation Professionnelle/C2D	0	4 400 000 000
Appui Institutionnel/C2D	7 550 000 000	0
Programme justice/C2D	0	6 500 000 000
Appui au Secrétariat Technique/C2D	1 000 000 000	1 005 000 000
Fonds d'études & renforcement des capacités/C2D	2 200 000 000	2 000 000 000
Création Banque Nationale de Développement des Collectivités Territoriales/C2D	120 000 000	0
Audit et Réforme du Fonds de Prêts aux Collectivités Locales/C2D	30 000 000	0
Renforcement des Capacités des Associations d'Elus Locaux/C2D	100 000 000	0
Création institut national de renforcement des collectivités locales/C2D	250 000 000	0
Infrastructures de Transport - Route/C2D	0	52 744 000 000
Appuis institutionnel et technique/C2D	590 000 000	0
Projet de Conservation des Ressources Naturelles (CORENA-MNEF)/C2D	0	1 000 000 000
Appui aux filières vivrières/C2D	2 500 000 000	0
Projet de Conservation des Ressources Naturelles (CORENA-OIPR)/C2D	0	1 960 000 000
Stratégie REDD+/C2D	470 000 000	0
Appui aménagement forestier durable/C2D	2 050 000 000	0
Projet de Conservation des Ressources Naturelles(CORENA-MINESUDD)/C2D	0	1 611 000 000
Surveillance spatiale/C2D	400 000 000	0
Réserve C2D	6 225 000 000	0
<b>TOTAL</b>	<b>147 605 000 000</b>	<b>156 455 000 000</b>

**ANNEXE 6 : EVOLUTION DU FINANCEMENT EXTERIEUR DES PROJETS 2014**

<b>Financement extérieur</b>	<b>Budget initial</b>	<b>Modifications</b>	<b>Budget 2014 révisé</b>	<b>Bailleurs</b>
<b>Emprunt projets</b>	<b>306,5</b>	<b>13,4</b>	<b>319,9</b>	
dont Programme de Production de Riz en Côte D'Ivoire		12,8	12,8	Eximbank-Inde
Projet de Construction Institut de Cardiologie de Bouaké		0,7	0,7	Banque Islamique de Développement (BID)
<b>Don projets</b>	<b>230,3</b>	<b>5,8</b>	<b>236,1</b>	
dont Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest	2,8	2,4	5,2	Banque Mondiale (BAD)
Projet de Renforcement du Programme Elargi de Vaccination (PEV)		1,1	1,1	GAVI-ALLIANCE
Projet de Renforcement du Système de Santé Ivoirien (RSSS-GAVI)		1,1	1,1	GAVI-ALLIANCE
Projet d'Insertion Sociale et Economique pour les populations Vulnérables dans l'Ouest Ivoirienne (PRISE)		0,6	0,6	IDA
Appui à l'insertion de jeunes		1,8	1,8	Banque Africaine de Developpement (BAD)
Suivi de l'insertion des personnes formées pour une meilleure efficacité externe des formations		0,3	0,3	Banque Africaine de Developpement (BAD)
Etude de faisabilité pour la mise en place d'un bureau de valorisation de la recherche		0,2	0,2	Banque Africaine de Developpement (BAD)
Appui à la Gestion Durable des Ressources Halieutiques	0,1	0,3	0,4	Union Européenne (UE)
Projet de Gestion des Pesticides en Côte d'Ivoire	2,0	-1,9	0,1	Banque Mondiale (BAD)
Appui à la mise en place et opérations de la Fondation pour Parcs et Réserves		0,0	0,0	Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM)
<b>TOTAL FINANCEMENT EXTERIEUR</b>	<b>536,8</b>	<b>19,2</b>	<b>556,0</b>	



**ANNEXE 7: DOTATIONS PAR MINISTÈRES ET INSTITUTIONS**

Données en unités	Budget initial 2014				Collectif 2014			
	Trésor	Don	Emprunt	Total	Trésor	Don	Emprunt	Total
<b>01 REPRESENTATION NATIONALE</b>	<b>18 823 871 231</b>			<b>18 823 871 231</b>	<b>18 823 871 231</b>			<b>18 823 871 231</b>
Depenses Ordinaires	17 823 871 231			17 823 871 231	17 823 871 231			17 823 871 231
Depenses d'Investissement	1 000 000 000			1 000 000 000	1 000 000 000			1 000 000 000
<b>02 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</b>	<b>109 863 990 576</b>			<b>109 863 990 576</b>	<b>109 863 990 576</b>			<b>109 863 990 576</b>
Depenses Ordinaires	74 388 990 576			74 388 990 576	74 388 990 576			74 388 990 576
Depenses d'Investissement	35 475 000 000			35 475 000 000	35 475 000 000			35 475 000 000
<b>03 CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL</b>	<b>4 147 004 321</b>			<b>4 147 004 321</b>	<b>4 147 004 321</b>			<b>4 147 004 321</b>
Depenses Ordinaires	4 147 004 321			4 147 004 321	4 147 004 321			4 147 004 321
<b>05 GRANDE CHANCELLERIE</b>	<b>1 359 873 697</b>			<b>1 359 873 697</b>	<b>1 359 873 697</b>			<b>1 359 873 697</b>
Depenses Ordinaires	1 359 873 697			1 359 873 697	1 359 873 697			1 359 873 697
<b>06 PRIMATURE &amp; SERVICE RATTACHES</b>	<b>35 280 201 776</b>	<b>10 545 078 000</b>	<b>1 550 519 809</b>	<b>47 375 799 585</b>	<b>36 197 418 666</b>	<b>10 545 078 000</b>	<b>1 550 519 809</b>	<b>48 293 016 475</b>
Depenses Ordinaires	21 593 174 102			21 593 174 102	22 510 390 992			22 510 390 992
Depenses d'Investissement	13 687 027 674	10 545 078 000	1 550 519 809	25 782 625 483	13 687 027 674	10 545 078 000	1 550 519 809	25 782 625 483
<b>07 CONSEIL CONSTITUTIONNEL</b>	<b>2 442 753 612</b>			<b>2 442 753 612</b>	<b>2 442 753 612</b>			<b>2 442 753 612</b>
Depenses Ordinaires	2 442 753 612			2 442 753 612	2 442 753 612			2 442 753 612
<b>08 MEDIATURE</b>	<b>1 388 162 451</b>			<b>1 388 162 451</b>	<b>1 388 162 451</b>			<b>1 388 162 451</b>
Depenses Ordinaires	1 301 463 358			1 301 463 358	1 301 463 358			1 301 463 358
Depenses d'Investissement	86 699 093			86 699 093	86 699 093			86 699 093
<b>11 COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE</b>	<b>6 653 743 108</b>			<b>6 653 743 108</b>	<b>6 653 743 108</b>			<b>6 653 743 108</b>
Depenses Ordinaires	5 653 743 108			5 653 743 108	5 653 743 108			5 653 743 108
Depenses d'Investissement	1 000 000 000			1 000 000 000	1 000 000 000			1 000 000 000
<b>12 MINISTÈRE AUPRES DE PREMIER MINISTRE, CHARGE DE L'ECON</b>	<b>1 096 705 622 089</b>	<b>952 900 000</b>		<b>1 097 658 522 089</b>	<b>1 189 750 997 401</b>	<b>652 900 000</b>		<b>1 190 403 897 401</b>
Dette Publique	1 047 848 278 531			1 047 848 278 531	1 128 978 990 373			1 128 978 990 373
Depenses Ordinaires	9 530 329 215			9 530 329 215	16 089 957 028			16 089 957 028
Depenses d'Investissement	30 927 014 343	952 900 000		31 879 914 343	36 282 050 000	652 900 000		36 934 950 000
Comptes Spéciaux du Trésor	8 400 000 000			8 400 000 000	8 400 000 000			8 400 000 000
<b>14 MINISTÈRE DU PÉTROLE ET DE L'ENERGIE</b>	<b>97 876 874 930</b>	<b>18 150 000 000</b>	<b>82 115 000 000</b>	<b>198 141 874 930</b>	<b>117 767 876 529</b>	<b>18 150 000 000</b>	<b>82 115 000 000</b>	<b>218 032 876 529</b>
Depenses Ordinaires	67 072 645 638			67 072 645 638	86 963 647 237			86 963 647 237
Depenses d'Investissement	30 804 229 292	18 150 000 000	82 115 000 000	131 069 229 292	30 804 229 292	18 150 000 000	82 115 000 000	131 069 229 292
<b>15 MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA SECUF</b>	<b>170 455 589 944</b>	<b>4 920 000 000</b>		<b>175 375 589 944</b>	<b>170 455 589 944</b>	<b>4 920 000 000</b>		<b>175 375 589 944</b>
Depenses Ordinaires	154 757 610 517			154 757 610 517	154 757 610 517			154 757 610 517
Depenses d'Investissement	15 697 979 427	4 920 000 000		20 617 979 427	15 697 979 427	4 920 000 000		20 617 979 427
<b>16 MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA RÉFORME ADM</b>	<b>15 778 727 684</b>			<b>15 778 727 684</b>	<b>15 778 727 684</b>			<b>15 778 727 684</b>
Depenses Ordinaires	14 636 713 407			14 636 713 407	14 636 713 407			14 636 713 407
Depenses d'Investissement	1 142 014 277			1 142 014 277	1 142 014 277			1 142 014 277
<b>17 MINISTÈRE DE LA JUSTICE, DES DROITS DE L'HOMME ET DES LI</b>	<b>56 402 426 202</b>	<b>3 052 000 000</b>		<b>59 454 426 202</b>	<b>56 402 426 202</b>	<b>3 052 000 000</b>		<b>59 454 426 202</b>
Depenses Ordinaires	39 852 426 202			39 852 426 202	39 852 426 202			39 852 426 202
Depenses d'Investissement	16 550 000 000	3 052 000 000		19 602 000 000	16 550 000 000	3 052 000 000		19 602 000 000
<b>18 MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE</b>	<b>65 419 285 278</b>	<b>41 687 190 049</b>	<b>32 530 000 000</b>	<b>139 636 475 327</b>	<b>70 219 285 278</b>	<b>44 047 775 780</b>	<b>45 283 141 000</b>	<b>159 550 202 058</b>
Depenses Ordinaires	28 909 740 392			28 909 740 392	28 909 740 392			28 909 740 392
Depenses d'Investissement	36 509 544 886	41 687 190 049	32 530 000 000	110 726 734 935	41 309 544 886	44 047 775 780	45 283 141 000	130 640 461 666
<b>19 MINISTÈRE DE LA CONSTRUCTION, DU LOGEMENT, DE L'ASSAINI</b>	<b>34 651 907 728</b>	<b>9 144 930 307</b>		<b>43 796 838 035</b>	<b>34 651 907 728</b>	<b>9 144 930 307</b>		<b>43 796 838 035</b>
Depenses Ordinaires	17 917 251 965			17 917 251 965	17 917 251 965			17 917 251 965
Depenses d'Investissement	16 734 655 763	9 144 930 307		25 879 586 070	16 734 655 763	9 144 930 307		25 879 586 070
<b>20 MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DU PLAN ET DU DÉVELOPPEMEN</b>	<b>13 245 821 287</b>	<b>1 356 000 000</b>	<b>3 000 000 000</b>	<b>17 601 821 287</b>	<b>13 245 821 287</b>	<b>1 356 000 000</b>	<b>3 000 000 000</b>	<b>17 601 821 287</b>
Depenses Ordinaires	7 018 286 795			7 018 286 795	7 018 286 795			7 018 286 795
Depenses d'Investissement	6 227 534 492	1 356 000 000	3 000 000 000	10 583 534 492	6 227 534 492	1 356 000 000	3 000 000 000	10 583 534 492
<b>21 MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES ECONOMIQUES</b>	<b>131 085 227 757</b>	<b>33 116 118 192</b>	<b>166 014 596 937</b>	<b>330 215 942 886</b>	<b>149 085 227 757</b>	<b>33 116 118 192</b>	<b>166 014 596 937</b>	<b>348 215 942 886</b>
Depenses Ordinaires	16 883 358 509			16 883 358 509	6 883 358 509			6 883 358 509
Depenses d'Investissement	114 201 869 248	33 116 118 192	166 014 596 937	313 332 584 377	142 201 869 248	33 116 118 192	166 014 596 937	341 332 584 377
<b>22 MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE L'ENSEIGNEMEN</b>	<b>537 771 044 382</b>	<b>27 023 000 000</b>	<b>0</b>	<b>564 794 044 382</b>	<b>538 798 716 452</b>	<b>27 323 000 000</b>	<b>0</b>	<b>566 121 716 452</b>
Depenses Ordinaires	514 346 584 815			514 346 584 815	514 374 256 885			514 374 256 885
Depenses d'Investissement	23 424 459 567	27 023 000 000	0	50 447 459 567	24 424 459 567	27 323 000 000	0	51 747 459 567

**ANNEXE 7: DOTATIONS PAR MINISTERES ET INSTITUTIONS**

Données en unités	Budget initial 2014				Collectif 2014			
	Trésor	Don	Emprunt	Total	Trésor	Don	Emprunt	Total
<b>24 MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA</b>	<b>213 441 987 356</b>	<b>32 050 000 000</b>	<b>0</b>	<b>245 491 987 356</b>	<b>213 553 397 356</b>	<b>34 270 067 699</b>	<b>665 199 200</b>	<b>248 488 664 255</b>
Depenses Ordinaires	153 211 020 189			153 211 020 189	173 232 430 189			173 232 430 189
Depenses d'Investissement	60 230 967 167	32 050 000 000		92 280 967 167	40 320 967 167	34 270 067 699	665 199 200	75 256 234 066
<b>25 MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES</b>	<b>60 000 000 000</b>			<b>60 000 000 000</b>	<b>60 000 000 000</b>			<b>60 000 000 000</b>
Depenses Ordinaires	50 000 000 000			50 000 000 000	50 000 000 000			50 000 000 000
Depenses d'Investissement	10 000 000 000			10 000 000 000	10 000 000 000			10 000 000 000
<b>26 MINISTÈRE DÉLÉGUÉ AUPRES DE LA PRESIDENCE DE LA REPUB</b>	<b>208 664 856 352</b>			<b>208 664 856 352</b>	<b>208 664 856 352</b>			<b>208 664 856 352</b>
Depenses Ordinaires	200 846 745 373			200 846 745 373	200 846 745 373			200 846 745 373
Depenses d'Investissement	7 818 110 979			7 818 110 979	7 818 110 979			7 818 110 979
<b>27 MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION</b>	<b>8 657 576 338</b>			<b>8 657 576 338</b>	<b>8 657 576 338</b>			<b>8 657 576 338</b>
Depenses Ordinaires	7 691 428 767			7 691 428 767	7 691 428 767			7 691 428 767
Depenses d'Investissement	966 147 571			966 147 571	966 147 571			966 147 571
<b>28 MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA SALUBRITE URBAINE I</b>	<b>15 966 163 215</b>	<b>2 372 530 000</b>		<b>18 338 693 215</b>	<b>17 716 163 215</b>	<b>481 583 282</b>		<b>18 197 746 497</b>
Depenses Ordinaires	12 308 724 863			12 308 724 863	12 308 724 863			12 308 724 863
Depenses d'Investissement	3 657 438 352	2 372 530 000		6 029 968 352	5 407 438 352	481 583 282		5 889 021 634
<b>29 MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET</b>	<b>21 494 397 639</b>	<b>575 900 000</b>		<b>22 070 297 639</b>	<b>21 494 397 639</b>	<b>575 900 000</b>		<b>22 070 297 639</b>
Depenses Ordinaires	18 275 224 136			18 275 224 136	18 275 224 136			18 275 224 136
Depenses d'Investissement	3 219 173 503	575 900 000		3 795 073 503	3 219 173 503	575 900 000		3 795 073 503
<b>30 MINISTÈRE AUPRES DU PREMIER MINISTRE CHARGE DU BUDGE</b>	<b>459 364 180 580</b>	<b>23 685 000 000</b>		<b>483 049 180 580</b>	<b>456 792 845 387</b>	<b>23 685 000 000</b>		<b>480 477 845 387</b>
Depenses Ordinaires	226 261 326 766			226 261 326 766	221 706 991 573			221 706 991 573
Depenses d'Investissement	233 102 853 814	23 685 000 000		256 787 853 814	235 085 853 814	23 685 000 000		258 770 853 814
<b>31 MINISTÈRE DES EAUX ET FORÊTS</b>	<b>22 739 672 623</b>	<b>470 150 000</b>		<b>23 209 822 623</b>	<b>21 721 150 089</b>	<b>470 150 000</b>		<b>22 191 300 089</b>
Depenses Ordinaires	19 198 141 523			19 198 141 523	17 179 618 989			17 179 618 989
Depenses d'Investissement	3 541 531 100	470 150 000		4 011 681 100	4 541 531 100	470 150 000		5 011 681 100
<b>33 MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERC</b>	<b>155 526 991 858</b>			<b>155 526 991 858</b>	<b>155 526 991 858</b>	<b>200 000 000</b>		<b>155 726 991 858</b>
Depenses Ordinaires	127 383 359 899			127 383 359 899	127 383 359 899			127 383 359 899
Depenses d'Investissement	28 143 631 959			28 143 631 959	28 143 631 959	200 000 000		28 343 631 959
<b>35 MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE</b>	<b>9 360 903 866</b>	<b>4 467 000 000</b>		<b>13 827 903 866</b>	<b>9 232 868 209</b>	<b>4 467 000 000</b>		<b>13 699 868 209</b>
Depenses Ordinaires	8 430 903 866			8 430 903 866	8 430 903 866			8 430 903 866
Depenses d'Investissement	930 000 000	4 467 000 000		5 397 000 000	801 964 343	4 467 000 000		5 268 964 343
<b>37 MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DES PME</b>	<b>9 662 101 265</b>			<b>9 662 101 265</b>	<b>9 662 101 265</b>			<b>9 662 101 265</b>
Depenses Ordinaires	7 792 581 265			7 792 581 265	7 792 581 265			7 792 581 265
Depenses d'Investissement	1 869 520 000			1 869 520 000	1 869 520 000			1 869 520 000
<b>38 MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DES MINES</b>	<b>7 370 864 845</b>	<b>2 378 000 000</b>		<b>9 748 864 845</b>	<b>7 370 864 845</b>	<b>2 378 000 000</b>		<b>9 748 864 845</b>
Depenses Ordinaires	4 913 986 927			4 913 986 927	4 913 986 927			4 913 986 927
Depenses d'Investissement	2 456 877 918	2 378 000 000		4 834 877 918	2 456 877 918	2 378 000 000		4 834 877 918
<b>39 MINISTÈRE DU TOURISME</b>	<b>4 270 740 870</b>			<b>4 270 740 870</b>	<b>4 270 740 870</b>			<b>4 270 740 870</b>
Depenses Ordinaires	3 219 851 565			3 219 851 565	3 219 851 565			3 219 851 565
Depenses d'Investissement	1 050 889 305			1 050 889 305	1 050 889 305			1 050 889 305
<b>40 MINISTÈRE DES TRANSPORTS</b>	<b>13 354 837 858</b>	<b>6 243 000 000</b>	<b>6 422 300 000</b>	<b>26 020 137 858</b>	<b>13 354 837 858</b>	<b>6 243 000 000</b>	<b>6 422 300 000</b>	<b>26 020 137 858</b>
Depenses Ordinaires	10 381 904 493			10 381 904 493	10 381 904 493			10 381 904 493
Depenses d'Investissement	2 972 933 365	6 243 000 000	6 422 300 000	15 638 233 365	2 972 933 365	6 243 000 000	6 422 300 000	15 638 233 365
<b>42 MINISTÈRE DE LA SOLIDARITE, DE LA FAMILLE, DE LA FEMME ET</b>	<b>17 274 509 267</b>	<b>1 169 000 000</b>		<b>18 443 509 267</b>	<b>17 274 509 267</b>	<b>1 169 000 000</b>		<b>18 443 509 267</b>
Depenses Ordinaires	15 917 209 267			15 917 209 267	15 917 209 267			15 917 209 267
Depenses d'Investissement	1 357 300 000	1 169 000 000		2 526 300 000	1 357 300 000	1 169 000 000		2 526 300 000
<b>44 MINISTÈRE CHARGÉ DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS D</b>	<b>600 000 000</b>			<b>600 000 000</b>	<b>600 000 000</b>			<b>600 000 000</b>
Depenses Ordinaires	600 000 000			600 000 000	600 000 000			600 000 000
<b>47 COUR SUPREME</b>	<b>8 204 804 258</b>			<b>8 204 804 258</b>	<b>8 204 804 258</b>			<b>8 204 804 258</b>
Depenses Ordinaires	8 154 804 258			8 154 804 258	8 154 804 258			8 154 804 258
Depenses d'Investissement	50 000 000			50 000 000	50 000 000			50 000 000
<b>48 MINISTÈRE DES POSTES ET DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMAT</b>	<b>6 253 224 934</b>		<b>10 000 000 000</b>	<b>16 253 224 934</b>	<b>6 253 224 934</b>		<b>10 000 000 000</b>	<b>16 253 224 934</b>
Depenses Ordinaires	4 621 475 934			4 621 475 934	4 621 475 934			4 621 475 934
Depenses d'Investissement	1 631 749 000		10 000 000 000	11 631 749 000	1 631 749 000		10 000 000 000	11 631 749 000
<b>51 MINISTÈRE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES</b>	<b>9 321 041 082</b>	<b>838 640 000</b>		<b>10 159 681 082</b>	<b>9 321 041 082</b>	<b>1 090 640 000</b>		<b>10 411 681 082</b>
Depenses Ordinaires	6 623 927 847			6 623 927 847	6 623 927 847			6 623 927 847
Depenses d'Investissement	2 697 113 235	838 640 000		3 535 753 235	2 697 113 235	1 090 640 000		3 787 753 235

## ANNEXE 7: DOTATIONS PAR MINISTERES ET INSTITUTIONS

Données en unités	Budget initial 2014				Collectif 2014			
	Trésor	Don	Emprunt	Total	Trésor	Don	Emprunt	Total
<b>60 MINISTÈRE DE L'INTEGRATION AFRICAINE ET DES IVOIRIENS D</b>	<b>2 060 836 361</b>			<b>2 060 836 361</b>	<b>2 060 836 361</b>			<b>2 060 836 361</b>
Depenses Ordinaires	1 560 836 361			1 560 836 361	1 560 836 361			1 560 836 361
Depenses d'Investissement	500 000 000			500 000 000	500 000 000			500 000 000
<b>68 PARQUET GENERAL</b>	<b>892 819 204</b>			<b>892 819 204</b>	<b>892 819 204</b>			<b>892 819 204</b>
Depenses Ordinaires	842 819 204			842 819 204	842 819 204			842 819 204
Depenses d'Investissement	50 000 000			50 000 000	50 000 000			50 000 000
<b>74 MINISTÈRE D'ETAT, MINISTÈRE DE L'EMPLOI, DES AFFAIRES SOI</b>	<b>57 612 363 006</b>	<b>6 151 500 000</b>	<b>4 830 387 277</b>	<b>68 594 250 283</b>	<b>61 759 293 960</b>	<b>8 832 221 377</b>	<b>4 830 387 277</b>	<b>75 421 902 614</b>
Depenses Ordinaires	45 365 855 506			45 365 855 506	45 412 786 460			45 412 786 460
Depenses d'Investissement	12 246 507 500	6 151 500 000	4 830 387 277	23 228 394 777	16 346 507 500	8 832 221 377	4 830 387 277	30 009 116 154
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>3 711 447 000 830</b>	<b>230 347 936 548</b>	<b>306 462 804 023</b>	<b>4 248 257 741 401</b>	<b>3 851 418 714 271</b>	<b>236 170 364 637</b>	<b>319 881 144 223</b>	<b>4 407 470 223 131</b>
Dette Publique	1 047 848 278 531			1 047 848 278 531	1 128 978 990 373			1 128 978 990 373
Depenses Ordinaires	1 933 237 949 469			1 933 237 949 469	1 964 128 951 068			1 964 128 951 068
Depenses d'Investissement	721 960 772 830	230 347 936 548	306 462 804 023	1 258 771 513 401	749 910 772 830	236 170 364 637	319 881 144 223	1 305 962 281 690
Dépenses des Comptes Spéciaux du Trésor	8 400 000 000			8 400 000 000	8 400 000 000			8 400 000 000